

Bébés secoués, enfants battus ou agressés sexuellement, bagarres entre ados... Chaque année, 1 300 mineurs sont accueillis aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu, à Paris. «Libération» a passé dix jours dans le service pour observer les réalités de la maltraitance et leur prise en charge, qui seront au cœur des Assises de la protection de l'enfance, lundi et mardi, à Lille.

Cas de force mineurs

Par **ONDINE MILLOT**
Photos **LIONEL CHARRIER, MYOP**

Is sont assis côte à côte dans la salle d'attente, corps raidés, visages angoissés. Sur ses genoux, à lui, un bébé adorable, joues roses, cheveux bruns en boulotte, gazonnée à tue-tête. Aussi décontracté que ses parents sont tendus. Le procès-verbal de police transmis au médecin qui va les recevoir résume l'histoire de Nathalie, Nicolas et Théo, 6 mois (1). Travaillant dur, elle dans l'audit, lui dans la banque, ils ont voulu la «meilleure des solutions de garde» pour leur bébé. On l'appelle une «super agence», qui leur a trouvé une «super nounou», bardée de références, ses précédents employeurs ne tarissant pas d'éloges... Et puis il y a un mois, Nathalie rentre à la maison, entend les pleurs de Théo depuis le palier. «Il hurlait, le regard fixe, les yeux mi-clos.» Dans la nuit, il se réveille toutes les heures, crie, vomit. Au matin, ils partent pour les urgences. Appellent la nounou. Elle ne décroche pas, répond par SMS: «Pendant la promenade hier, un vélo est rentré dans la poussette de Théo.»

Nathalie, Nicolas et Théo ont rendez-vous ce mardi aux urgences médico-judiciaires (UMJ) de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, à Paris, dans la partie réservée aux mineurs victimes. La structure reçoit tous les enfants ayant subi un traumatisme faisant l'objet d'une enquête, quel qu'il soit (violences, accidents, agressions sexuelles...), afin de l'évaluer. De janvier à avril, Libération a passé dix journées dans le service, dans

le but d'observer les différentes réalités de la maltraitance aux enfants alors que ce thème était pressenti pour devenir la «grande cause nationale 2014». A ce sujet tabou et en cruel manque de moyens a été préférée une cause plus facile et allègre: l'engagement associatif. Lundi et mardi se tiendront à Lille les Assises nationales de la protection de l'enfance, où l'on fera tout d'abord et de nouveau le constat de procédures de signalement qui ne fonctionnent pas, de médecins, enseignants, professionnels de l'enfance échoquant à repérer les détresses faute de formation, d'absence d'études et de statistiques, d'absence d'une définition de l'enfant «à protéger» variant d'un département à l'autre en fonction des budgets.

Dans ce contexte, les UMJ parisiennes font figure de contre-exemple depuis leur création en 2003. Auparavant, les enfants victimes étaient confondus avec les adultes, dans les locaux comme dans les procédures. Pour les recevoir, il n'y avait pas de pédiatres, pas de salle d'attente avec des jouets, pas d'adaptation des examens à leur jeune âge. Caroline Rey-Salmon, légiste et pédiatre, a créé les premiers UMJ pour mineurs à l'hôpital Trousseau il y a onze ans, avant de les déménager à l'Hôtel-Dieu. Elle les dirige toujours et, ce matin, c'est elle qui reçoit Nathalie, Nicolas et Théo. Un hochet dépasse de la poche de sa blouse blanche. Elle se

présente, souriante: «Je connais un peu les problèmes qu'a rencontrés Théo, j'ai lu les procès-verbaux. Mais je préfère que vous me les racontiez.»

Théo, 6 mois, dix à vingt jours d'ITT
Nathalie reprend le récit déjà fait aux policiers. La nounou qui donne des explications «plus claires» sur «l'accident de poussette». Le scanner aux urgences de l'hôpital Necker montrant un hématome au cerveau et un épanchement. Le médecin qui dit «qu'il y a très peu de chances pour que cela soit un choc sur la poussette». Qu'«à 99%, c'est le signe d'un secouement volontaire». Le «sol qui s'effondre», Théo mou «comme un légume», dormant tout le temps. Son crâne gonflé. Puis l'opération, la ponction crânienne et le «miracle» de le retrouver «comme avant».

«Quand ils arrivent ici, ils ont déjà été interrogés par la police, dans le cadre d'une plainte déposée par ou contre leurs parents. Souvent, ça a été long, difficile. Et à la fin, on leur annonce: eh bien maintenant, tu vas avoir un examen médical. Ça fait peur.»

Patricia Vasseur infirmière aux UMJ

Caroline Rey-Salmon lit les comptes rendus médicaux. Fait assise Théo sur la table d'auscultation. Mesure son crâne. Contrôle ses réflexes. Lui fait suivre le hochet des yeux, réagit aux sons. «L'examen neurologique est normal», rassure-t-elle. Mais pour elle aussi, le dossier de Théo rassemble tous les symptômes d'un «bébé secoué». La

procédure judiciaire contre la nounou va donc certainement se poursuivre. Et des séquelles peuvent encore apparaître. La mission des UMJ, c'est de les estimer. La mesure – «pas forcément bien adaptée aux bébés», sourit Caroline Rey-Salmon –, ce sont les jours d'ITT, l'incapacité temporaire totale. Soit la période durant laquelle on ne peut exercer normalement ses activités habituelles. «Théo a été hospitalisé dix jours, explique la pédiatre, il aura donc forcément dix jours d'ITT. Ensuite, c'est trop tôt pour me prononcer. Je veux voir une IRM pour savoir s'il y a eu d'autres secouements plus anciens, je suis demandeur une expertise complète et un suivi... En attendant, je donne une fourchette: ITT entre dix et vingt jours.»

Nathalie et Nicolas ont encore des questions: «Est-ce qu'il faut emmener Théo voir un psy?», «Est-ce qu'il y a des avocats spécialisés?». Caroline Rey-Salmon répond à tout, explique. Que le psy n'est pas forcément nécessaire, que l'avocat spécialiste existe car le syndrome du bébé secoué touche un grand nombre d'enfants (environ 200 chaque année en France, chiffre sans doute sous-évalué). Elle a le temps, car l'organisation mise en place ici fait en sorte qu'elle l'ait. Des années de réflexion pour que l'examen médical aux UMJ, épreuve potentielle au cœur d'un trauma préexistant, soit le plus doux et utile possible. «Quand ils arrivent ici, ils ont déjà été interrogés par la police, dans le cadre d'une plainte déposée par leurs parents ou contre leurs parents», explique Patricia Vasseur, l'une des infirmières qui accueillent les enfants en binôme avec les médecins. Souvent, ça a été



Aux UMJ pour mineurs de l'Hôtel-Dieu, en mai. Le service reçoit tous les enfants ayant subi un traumatisme faisant l'objet d'une enquête. Ce bébé aurait reçu des coups d'un membre de sa famille ou de sa nounou.

long, difficile. Et à la fin, on leur annonce: eh bien maintenant tu vas avoir un examen médical. Ça fait peur, personne n'a envie de ça.»

La grenouille comme emblème
Dans le cas d'agressions sexuelles ou de viols, la perspective d'un examen gynécologique sur une fillette ou un petit garçon suscite de fortes appréhensions. «Les mères s'imaginent des choses qui s'apparentent à ce qu'elles connaissent, les étrières, le spéculum», raconte Patricia Vasseur. En réalité, c'est beaucoup moins invasif, c'est juste de l'observation. D'où l'importance d'informer, de parler. En 2008, Caroline Rey-Salmon et son équipe ont créé le Centre de victimologie pour mineurs (CVM), destiné à soutenir les enfants et leurs proches. L'accompagnement va du film et du dépliant expliquant l'examen médical à la possibilité de suivi par un psychologue. «Souvent, ils sont plongés dans le tourbillon police-hôpital du jour au lendemain, just restent des années sans nouvelles de la justice et sans aucune aide, relève Mélanie Dupont, psychologue aux UMJ. L'idée est de tout faire pour que cela se passe autrement.»

Clara, 3 ans et demi, a raconté à ses parents qu'elle avait vu le zizi d'Eric, un des animateurs du centre aéré. Il lui aurait montré aux toilettes, pendant qu'elle faisait pipi. Puis il se serait rapproché et, dit-elle, lui aurait fait pipi dessus. Son récit, comme presque toujours celui des enfants de cet âge, comporte un certain nombre d'incohérences. Clara dit par exemple qu'à la fin elle a «cassé» le zizi d'Eric pour qu'il ne recommence pas. Depuis, elle fait des cauchemars, se réveille la nuit. Ses parents en ont parlé à la directrice de l'école, qui a fait un signalement. Une enquête a été ouverte, et les policiers ont jugé qu'ils détenaient assez d'éléments inquiétants pour demander un examen gynécologique de Clara aux UMJ. Clara entre dans la salle d'examen en chantonnant, grand sourire et robe à fleurs. Juste avant, Caroline Rey-Salmon a reçu sa mère seule, pour qu'elle lui résume la situation sans que l'enfant ait à en entendre à nouveau le récit. Patricia Vasseur, l'infirmière, pose une grenouille en peluche sur la table d'examen. «Viens, Clara, on va observer la grenouille avec la loupe.» La fillette s'avance, intriguée, regarde attentivement. «Maintenant, c'est à toi.» Clara

grimpe et, guidée par l'infirmière, plie ses jambes, les plantes des pieds collées l'une contre l'autre, comme la grenouille. Elle prend la peluche dans ses bras, lui appuie sur le ventre, rigole quand elle entend le jouet faire «crâ crâ». Caroline Rey-Salmon se rapproche, redit à Clara qu'elle va l'examiner à travers la loupe et, au bout d'à peine quelques secondes, s'exclame: «Parfait. C'est fini.» L'idée de la grenouille est venue il y a plusieurs années, en cherchant comment à la fois dédramatiser et simplifier au maximum les consignes. Depuis, l'animal est devenu l'emblème du service, et on retrouve dans toutes les pièces, perchés sur les bureaux ou les piles de dossiers, des petits batraciens en peluche ou plastique. «L'hymen est impeccable. Rien n'a jamais pu entrer», dit Caroline Rey-Salmon sans laisser le moindre temps d'attente, pas question de laisser monter l'angoisse des parents. La mère de Clara, qui a assisté à l'examen, lâche un soupir de soulagement. On fait venir son père de la salle d'attente, et la médecin répète ses paroles rassurantes. «Pour autant, cela n'est pas du tout incompatible avec ce que votre fille a raconté. Ça aussi, je

vais le noter dans mon rapport.» Tous les enfants n'arrivent pas en chantonnant aux UMJ. Marie, 15 ans, est déjà venue deux fois et a refusé l'examen. «Je lui ai donné ma carte et je lui ai dit: "Quand tu es prête, tu me contactes, raconte Caroline Rey-Salmon. Je ne viendrai pas te chercher, mais je suis là et je t'attends."» Ce mardi après-midi, la revoilà, accompagnée d'une amie. Sa mère n'a pas voulu venir car, a-t-elle expliqué par téléphone, elle est «trop bouleversée». «C'est dingue», soupire Caroline Rey-Salmon en aparté. Ça fait quand même partie du boulot de parent d'être bouleversé!

«Je ne fais plus confiance aux adultes»

Marie a été agressée sexuellement par son grand-oncle – des caresses et une pénétration digitale –, lors de vacances dans sa famille maternelle en Espagne. Depuis, elle a sans arrêt mal au ventre, des crises d'angoisse. «Elle m'a parlé du viol, mais aussi des disputes violentes à la maison, de la guerre de tranchées entre son père et sa mère», raconte Patricia Vasseur, qui a longuement discuté avec elle. De l'enquête, il est ressorti que le grand-oncle avait déjà violé sa fille – la

FRANCE GRAND FORMAT

LIBÉRATION SAMEDI 28 ET DIMANCHE 29 JUIN 2014

LIBÉRATION SAMEDI 28 ET DIMANCHE 29 JUIN 2014

FRANCE GRAND FORMAT



des UMJ, rempli de grenouilles lui aussi, Paul Messerschmitt, pédopsychiatre, reçoit les enfants tous les mercredis. L'expertise physique se double de cette évaluation psychiatrique lorsqu'ils sont en âge de s'exprimer, et que le traumatisme dépasse celui d'un simple accident. Ce matin, c'est une jeune majeure, Lucie, 20 ans, qui s'assoit en face du psy. Elle est ici parce que les faits qu'elle évoque ont eu lieu pendant sa minorité. Elle avait 10 ans, vivait seule avec sa mère. Tous les soirs, la journée se terminait de la même manière. Elles allaient dans le restaurant de Philippe, l'amant de sa mère. Celle-ci s'enivrait jusqu'à perdre tout contrôle, et Lucie assistait à une partie de leurs ébats. A ses 13 ans, Philippe a commencé à la faire boire elle aussi. Puis à lui imposer caresses et attachements. Lucie a les larmes aux yeux lorsqu'elle raconte que sa mère l'encourageait à aller voir Philippe. Qu'elle n'a jamais voulu la croire lorsqu'elle lui a dit ce qu'elle subissait. «Je ne sais pas ce qu'elle avait en tête, j'ai l'impression d'avoir été poussée à reproduire ce qu'elle faisait.»

Il y a un an et demi, Lucie a eu la sensation d'une «bombe atomique dans [sa] tête». Dépression, alcool, drogue, «soirées sexe». Pour évoquer sa sexualité d'alors, elle emploie la même expression que lorsqu'elle parle des viols subis: «Je me suis détachée de mon corps.» Un ex-petit ami a fini par la convaincre de porter plainte contre Philippe. Mais l'«autodestruction» se poursuit. Avant de la laisser partir et de rédiger son rapport, Paul Messerschmitt lui présente Mélanie Dupont, la psychologue du service, qui lui donne son numéro. «On ne peut pas induire de thérapie, explique ensuite le psychiatre. Mais on peut proposer. Parfois, ce n'est pas possible éthiquement d'être juste dans la transmission d'informations.»

Vient ensuite Evann, 14 ans, grand garçon aux cheveux bruns bouclés et yeux noirs. Il y a quelques mois, il a fait connaissance d'un homme sur Internet, qui lui a proposé une relation sexuelle. Il a refusé, plusieurs fois, puis accepté que l'homme lui fasse une fellation. «Je crois que j'avais envie de savoir comment c'était. Je l'ai cherché. Je me suis jeté dans la gueule du loup», analyse-t-il. L'expérience l'a «dégoté», il s'est enfui, puis les «cauchemars» ont commencé. «Je n'arrêtais pas d'y penser, ça tournait en boucle. Il m'avait dit que ce n'était pas grave, que ça lui arrivait souvent avec des jeunes comme moi, je ne pouvais plus rester avec ce secret.» Evann a parlé à sa mère, qui a porté plainte. Quand Paul Messerschmitt évoque la question de la sanction, il dit qu'il ne veut «surtout pas» envoyer l'homme en prison. «Qu'on lui dise qu'il ne faut pas faire ça, oui, mais pas qu'il aille se faire taper par des codétiens. En plus, c'est peut-être quelque chose qui a subi des choses comme ça dans son enfance.»

«C'est extrêmement rare que les mineurs réclament de lourdes sanctions», commente Paul Messerschmitt après son départ. Evann a une parfaite conscience de sa prise de risque, ne minimise pas son

rôle. Au contraire. Il dit qu'il se sent coupable. Cela ne dédouane en rien l'auteur. Mais c'est important que le point de vue de la victime soit connu et restitué. Etre victime, aux UMJ de Paris, ce n'est pas un statut qu'on vous colle pour le reste de votre vie, mais un état transitoire qu'on vous souhaite de dépasser au plus vite, pour devenir «ancienne victime». Ce vendredi, Caroline Rey-Salmon exhorte la mère de Jérémie, 16 ans, frappé par son beau-père, à se faire aider par une association. «Ce ne sont pas juste les blessures de votre fils qui sont graves, c'est la situation.» La mère part en remerciant et promettant. Et déjà, dans le couloir, on entend la petite voix du rendez-vous suivant.

«Le zizi sur la zézette»

Asa a 8 ans, des lunettes orange, trois couettes sur le sommet du crâne, un ventre rond car elle «n'arrive pas à arrêter de manger» depuis qu'elle a été placée en foyer. «Avant, j'habitais avec ma mère et mon frère, il me faisait du mal et c'est pour ça que maman a voulu que j'aille au foyer, mais moi, je voudrais retourner avec elle», dit-elle d'un trait en s'asseyant. Asa aime beaucoup l'école, «surtout les mathématiques», voudrait devenir médecin. Elle parle de la mer et

de la plage au Portugal, où elle habitait il y a deux ans. Au foyer, raconte Julie, son éducatrice, elle passe son temps à habiller des poupées, les coiffer, comme le faisait sa nounou du Portugal avec les bébés qu'elle gardait. Elle semble «très nostalgique». Quand Caroline Rey-Salmon questionne Asa sur ce que lui a fait son frère de 14 ans, elle agrippe la poussette de poupée qu'elle a emmenée, tire sur les branches nerveusement. Il faut tendre l'oreille pour réussir à entendre «le zizi sur la zézette», serrer les dents pour ne pas verser une larme en voyant couler celles d'Asa.

«Si on allait boire quelque chose de chaud, propose Caroline Rey-Salmon après le départ de la fillette. Uhm, les débriefings entre soignants sont «réguliers, fréquents, essentiels – sinon on ne tiendrait pas». Beaucoup de thé, de cafés, de discussions. «Ce qui est dur, dit elle dans la petite cuisine du personnel, c'est qu'on ne revoit pas les enfants. On aimerait avoir des nouvelles.» Mais dès qu'un enfant quitte les UMJ, un autre arrive, et celui-là autant que le précédent, il faudra l'écouter, le regarder, le rassurer, lui sourire. L'aider à ne pas rester une victime. ▶

(1) Les prénoms ont été modifiés.



CAS DE FORCE MINEURS

tante de Marie – lorsqu'elle était mineure. Et que la mère de Marie avait, elle, été violée par le frère de cet oncle. «Le climat familial est incestueux, tout le monde était au courant de ce qui s'était produit par le passé, et pourtant on a laissé Marie partir en tête-à-tête avec cet homme», résume Patricia. Quand c'est comme ça, avec une histoire familiale qui se répète, un agresseur connu, c'est vraiment dur. Les victimes qui se remettent le mieux, c'est celles dont l'agresseur est inconnu, et qui ont une famille stable pour les soutenir.» Marie, malgré son appréhension de l'examen médical, a eu le courage de porter plainte seule. Après une heure de huis-clos avec la jeune fille et Patricia,

Caroline Rey-Salmon regagne son bureau «très contente». «J'ai pu lui dire que tout allait bien, que son hymen n'était pas déchiré, que l'examen était tout à fait compatible avec le récit qu'elle avait fait. Elle est repartie soulagée.» C'est l'heure du café, les soignants débriètent. «Elle avait besoin de nous jauger avant d'accepter l'examen, analyse la patronne des UMJ. Elle nous l'a dit texto: "Je ne fais plus confiance aux adultes." Maintenant, ce qui me ferait plaisir, c'est que sa mère nous appelle pour prendre des nouvelles.» Environ 1 300 enfants victimes sont accueillis chaque année aux UMJ de Paris, dont 300 pour des suspicions d'agressions sexuelles. Les autres dossiers vont de l'accident dans lequel est impliquée la responsabilité d'un tiers aux violences volontaires infligées par des adultes, avec aussi beaucoup de bagarres entre mineurs, en augmentation ces dernières années. Samia, 15 ans, jolie brune en

sweat et baskets à la mode, s'est fait lyncher par un groupe de filles à la sortie du collège. Elles attendaient sa petite sœur, soupçonnée d'avoir prononcé la bêtise de l'une d'elles à un professeur, une stupide histoire de porte claquée. Vengeance était prévue et Samia, en

«aïe», en arrière «aïe», sur le côté «aïe». Pas de fracture, disent les radios faites aux urgences, la veille, juste après l'agression, mais de nombreux hématomes et contusions. «Comment vous sentez-vous?» demande le docteur. «Je suis choquée.» – Vous avez dormi? – Pas trop. Je repense à quand j'étais par terre.» Le docteur explique qu'il s'agit de stress post-traumatique, que c'est une «conséquence normale» qui doit disparaître d'ici trois à cinq jours. «Si ça n'était pas le cas, si vous n'êtes pas tranquille, il faut aller voir un psychologue.» Il lui donne une feuille rose avec une liste d'associations. Juste après Samia, arrive une petite fille qui regarde fixement ses baskets. Sa mère, qui l'accompagne, a elle aussi la tête baissée. C'est elle qui est poursuivie

pour des violences sur la fillette. Elle a reconnu les faits. Des coups de ceinture sur les fesses et dans le dos parce que Faty, 6 ans, «n'était pas sage». La mère jure que c'était «la première fois». Outre l'évaluation des blessures, les policiers ont demandé aux UMJ de regarder s'il existait des cicatrices plus anciennes. Après l'examen, le Dr Vasseur dit qu'il n'en a pas trouvé. «C'est une histoire où les mécanismes de signalement ont bien fonctionné», observe-t-il. À l'école, une enseignante a posé sa main sur le dos de Faty, qui a crié «aïe!». L'enseignante a demandé: «Pourquoi as-tu mal?» Et Faty a raconté les coups de ceinture. «Parfois, ce sont les cas les plus graves que l'on ne détecte pas, poursuit le médecin. Parce qu'un enfant battu régulièrement s'habitue à la douleur et à la dissimuler. Quand l'enseignant lui mettra la main dans le dos, il ne dira rien.» Dans un bureau tout au fond du couloir

Les UMJ pour mineurs ont été créées en 2003 par la légiste et pédiatre Caroline Rey-Salmon (assise, en bas à gauche). Avec les membres de son équipe (ci-dessus quand ils étaient enfants), elle a également ouvert en 2008 le Centre de victimologie pour mineurs.

Festival de
Saint-Riquier
Baie de Somme
9-14 juillet 2014

ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE
JEAN-CLAUDE CASADESUS
DUNOIN CONSORT
CHEUR DE LA RADIO FRAMANDE
ENSEMBLE LES SURPRISES
ANDREW FOSTER WILLIAMS
ORCHESTRE DE PICARDIE
LAURENT KORCIA
LE CONCERT SPIRITUEL
BRUSSELS PHILHARMONIC

Direction artistique **HERVÉ NIQUET**

abbaye royale de Saint-Riquier
BAIE DE SOMME - CENTRE CULTUREL DE RENCONTRE
Réservations 03 22 999 625 ccr-abbaye-saint-riquier.fr